COMPTE-RENDU DE LA SEANCE DU CONSEIL MUNICIPAL EN DATE DU 22 FEVRIER 2024

ORDRE DU JOUR :

- Approbation du compte rendu du 7 décembre 2023
- Travaux complémentaires de valorisation des carrières : demande de subvention
- Lotissement « Des serres » : dénomination de la voie
- Nature et durée des autorisations spéciales d'absence pour événements familiaux et de la vie courante suite avis du CST
- Avis sur la demande d'affiliation du Centre départemental d'action sociale des Landes au CDG40
- Mandat au CDG40 pour négocier un accord avec les organisations syndicales représentatives et lancer la consultation ayant pour objet de conclure une convention de participation dans le domaine de la prévoyance suite avis du CST
- Installation du repère de crue sur la commune (PAPI DAX) : convention

Questions orales

- Décisions du maire
- Taxi : demande création nouvel ADS
- CPIE : demande salle pour une exposition sur la préhistoire
- État d'avancement du centre de loisirs
- Date du prochain séminaire
- Point Budget
- Point RH

Questions diverses

L'an deux mil vingt-quatre, le vingt-deux février à 20 h 00, le Conseil Municipal de cette Commune, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de Monsieur CHAHINE Hikmat, Maire

Date de la convocation : 16 février 2024

Présents : M. CHAHINE H. – Mme BOGNENKO SANIEZ A. - M. DAL S Chr. – Mme AUDREN P. – Mme CAZAUX LANUSSE S. – M. DARTIGUEMALLE P. – Mme DUPRAT Gh. – M. GROCCQ D. - M. MIDON J. – Mme PEYROU N. - M. PLACHOT L. présent en visioconférence - M. TACHOIRES B.

Procuration :

Mme GENÈZE Virginie a donné procuration à Mme BOGNENKO SANIEZ Alexandra

Secrétaire de séance : M. Christian DAL S

Travaux complémentaires de valorisation des carrières : demande de subvention **Délibération n° 2024-02-01**

Vu la délibération n°2015.1013.SP du Conseil Régional Nouvelle Aquitaine, classant en Réserve Naturelle Régionale, le site des carrières de Tercis-les-Bains,

Vu la délibération en date du 9 juillet 2021 validant le principe d'aménager les carrières (sécurisation du site, aménagement de cheminements et création d'une scénographie pédagogique) avec demande de subvention auprès de l'État, du Conseil régional et du conseil départemental,

Monsieur le Maire rappelle à l'assemblée que les aménagements réalisés vont offrir aux visiteurs une balade permettant d'arpenter les carrières d'Ouest en Est et de traverser la zone boisée, très escarpées de manière sécurisée. Ces travaux représentent un investissement de 250 258342 € TTC.

Monsieur le Maire informe que la sécurisation et la mise en valeur des carrières nécessitent des travaux complémentaires. En effet, le diagnostic géotechnique visant à sécuriser l'écaïlle rocheuse a mis en avant la nécessité d'installer un filet pour l'accrocher à la paroi plutôt que de procéder à son enlèvement via des explosifs (selon le diagnostic cela aurait causé plus de dommages et d'insécurité qu'autre chose). L'accroche de l'écaïlle étant 10 fois plus coûteuse qu'un enlèvement par explosifs, cette intervention n'a pas pu être prise en charge dans le dispositif « France Relance ».

Aussi, la sécurité des cheminements sur le site peut encore être améliorée en installant de nouvelles marches et de nouvelles barrières dans le sentier forestier.

Enfin, les réflexions menées dans la phase de définition du sentier d'interprétation ont conclu à la nécessité de renforcer l'offre numérique pour rendre accessible encore un peu plus ce site au plus grand nombre. Pour cela, il est nécessaire de créer une visite numérique du site et des outils numériques de réalité augmentée, mettant en valeur les différents fossiles du lieu.

Au total, ces travaux complémentaires s'élèvent à 50 188,40 € TTC. La commune de Tercis-les-Bains pourrait bénéficier des aides suivantes :

- Conseil régional Nouvelle-Aquitaine 30 000.00 €
- Conseil départemental des Landes 10 000.00 €

**Après en avoir délibéré,
Le Conseil Municipal, à l'unanimité,**

Article 1 : VALIDE les travaux complémentaires de valorisation des carrières de Tercis-les-Bains comme proposé ci-avant,

Article 2 : DÉCIDE de solliciter les subventions susvisées auprès du conseil régional et du conseil départemental,

Article 4 : APPROUVE le plan de financement,

Article 5 : PRÉCISE que les crédits nécessaires à la réalisation de ce projet devront être inscrits au budget 2024,

Article 6 : La présente délibération peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou de son affichage ainsi que le cas échéant de sa transmission au représentant de l'État dans le département, d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Pau (sur place ou par envoi postal à l'adresse suivante : Villa Noullob - 50, Cours Lyautey - 64000 Pau Cedex, ou par voie dématérialisée à l'adresse <http://www.telerecours.fr/>).

Article final : Monsieur le Maire et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente délibération.

Lotissement « Des serres » : dénomination de la voie **Délibération n° 2024-02-02**

Monsieur le Maire informe le Conseil Municipal qu'un permis d'aménager a été délivré pour le lotissement « Des Serres ». Il faut dénommer la voie de ce lotissement.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité, dénomme la voie du lotissement « Des Serres » :
Impasse des Serres.

Un plan est annexé à la présente délibération.

Nature et durée des autorisations spéciales d'absence pour évènements familiaux et de la vie courante suite avis du CST **Délibération n° 2024-02-03**

Monsieur Le Maire rappelle à l'assemblée délibérante qu'en réunion du Conseil Municipal du 20 janvier 2022, le règlement intérieur du personnel communal a été approuvé.

Il donne lecture de l'article 12 – les autorisations spéciales d'absence de ce règlement. Il est mentionné que la collectivité doit fixer par délibération la liste des autorisations d'absence pour évènements familiaux et de la vie courante et d'en définir les contributions d'attribution et de durée.

Vu l'avis du comité social territorial en date du 10 octobre 2023 puis en 2^{ème} saisine du 20 novembre 2023,

Le Maire propose, à compter du 26/02/2024, de retenir les autorisations d'absences telles que présentées dans le tableau ci-dessous :

Nature de l'évènement	Durées proposées
Mariage ou PACS :	
de l'agent	5 jours ouvrés consécutifs
d'un enfant ou d'un enfant du conjoint (1)	2 jours ouvrés consécutifs
Maladie ou accident graves :	
du conjoint (1)	5 jours ouvrés non consécutifs fractionnement possible en ½ journée
d'un enfant de plus de 16 ans	5 jours ouvrés non consécutifs fractionnement possible en ½ journée
du père ou de la mère de l'agent ou du conjoint (1)	3 jours ouvrés consécutifs fractionnement possible en ½ journée

Décès :	
du conjoint (1)	5 jours ouvrés consécutifs
d'un enfant âgé de 25 ans et plus	12 jours ouvrables
d'un enfant âgé de moins de 25 ans ou quel que soit son âge si l'enfant décédé était lui-même parent ou une personne âgée de 25 ans dont l'agent public à la charge effective et permanente	14 jours ouvrables + 8 jours qui peuvent être fractionnés et pris dans un délai d'un an à compter du décès
du père ou de la mère de l'agent ou du conjoint (1)	3 jours ouvrés consécutifs
d'un frère, d'une sœur	2 jours ouvrés consécutifs
d'un beau-frère, d'une belle-sœur	1 jour ouvré
d'un grand-parent de l'agent ou de son conjoint (1)	1 jour ouvré
du petit-enfant	2 jours ouvrés consécutifs
Déménagement domicile principal	1 jour ouvré
Don du sang	Durée nécessaire pour le don et le trajet
Don du plasma et plaquettes	Durée nécessaire pour le don et le trajet
Vaccination : anti-grippal, COVID, tétanos	Durée de la visite et du trajet
Bilan santé IRSA	Durée des examens et du trajet
Rentrée scolaire	Jusqu'à la 6 ^{ème} incluse, possibilité de commencer le travail une heure après la rentrée
Concours et examens Fonction publique Territoriale dans le département	Dans la limite de deux par an : le(s) jour(s) des épreuves Pour le 1 ^{er} concours ou examen : 1 jour de préparation la veille des épreuves
Concours et examens Fonction publique Territoriale hors département	Dans la limite de deux par an : le(s) jour(s) des épreuves Pour le 1 ^{er} concours ou examen : 1 jour de préparation la veille des épreuves + 1 jour au-delà de 500 km AR

(1) Conjoint (vie maritale) : attestation sur l'honneur et justificatif de domicile commun de plus d'un an

Les durées proposées peuvent être augmentées pour tenir compte d'un éventuel délai de route, soit plus de 500 km aller-retour = 1 journée supplémentaire pour l'ensemble des autorisations d'absence.

Après avoir entendu les explications, à l'unanimité,

Le Conseil Municipal :

ADOpte les propositions du Maire

CHARGE Monsieur le Maire de l'application des décisions prises.

Avis sur la demande d'affiliation du Centre départemental d'action sociale des Landes au CDG40

Délibération n° 2024-02-04

Vu le Code général des collectivités territoriales,

Vu le Code général de la fonction publique,

Vu le décret n° 85-643 du 26 juin 1985, notamment en ses articles 2 ,7 et30,

Vu la délibération du Conseil d'administration du Centre départemental d'action sociale des Landes en date du 23 octobre 2023 sollicitant son affiliation volontaire au Centre de Gestion de la FPT des Landes,

Vu le courrier de demande d'affiliation à titre volontaire du Village Landais Alzheimer en date du 28 novembre 2023 du Centre départemental d'action sociale des Landes auprès Centre de Gestion de la FPT des Landes,

Vu l'information communiquée par la Présidente du Centre de Gestion de la FPT des Landes à tous les employeurs locaux affiliés en date du 19 janvier 2023,

Considérant que le Centre départemental d'action sociale des Landes a demandé son affiliation volontaire au Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale des Landes

Considérant que conformément à la législation en vigueur la consultation des collectivités et établissements publics affiliés au CDG 40 est nécessaire préalablement à l'acceptation de cette demande d'affiliation et doit intervenir dans un délai de deux mois suivant la transmission de la demande d'affiliation.

Considérant qu'il peut être fait opposition à cette demande par les deux tiers des collectivités et établissements déjà affiliés représentant au moins les trois quarts des fonctionnaires concernés ou par les trois quarts de ces

collectivités et établissements représentant au moins les deux tiers des fonctionnaires concernés.

Le Conseil municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité des voix exprimées :
DÉCIDE

- D'émettre un avis favorable à l'affiliation du Centre départemental d'action sociale des Landes au Centre de gestion de la fonction publique territoriale des Landes,
- Précise que la délibération sera transmise à Madame la Présidente du Centre de gestion de la fonction publique territoriale des Landes.

Mandat au CDG40 pour négocier un accord avec les organisations syndicales représentatives et lancer la consultation ayant pour objet de conclure une convention de participation dans le domaine de la prévoyance suite avis du CST
Délibération n° 2024-02-05

EXPOSÉ PRÉALABLE

Le Maire informe le Conseil que la réforme de la protection sociale complémentaire initiée par l'ordonnance n°2021-175 du 17 février 2021 relative à la protection sociale complémentaire dans la fonction publique et le décret n°2022-581 du 20 avril 2022 relatif aux garanties de protection sociale complémentaire et à la participation obligatoire des collectivités territoriales et de leurs établissements publics à leur financement, rend la participation financière des employeurs publics au financement des garanties couvrant le risque prévoyance de leurs agents obligatoire à compter du 1^{er} janvier 2025.

La couverture prévoyance ou « garantie maintien de salaire » couvre les risques liés à l'incapacité de travail, et le cas échéant, tout ou partie des risques d'invalidité et liés au décès.

L'accord collectif national du 11 juillet 2023 portant réforme de la protection sociale complémentaire des agents publics territoriaux prévoit que l'employeur doit contribuer à hauteur de 50% minimum de la cotisation payée par ses agents. Cette participation doit se faire par le biais d'un contrat collectif à adhésion obligatoire dont les garanties doivent prévoir à *minima* un maintien de 90% du salaire net en cas d'incapacité temporaire de travail et d'invalidité permanente.

Le dispositif règlementaire prévoit donc deux possibilités pour les collectivités, exclusives l'une de l'autre, s'agissant de la couverture prévoyance :

- La mise en place d'une convention de participation *via* une procédure de mise en concurrence lancée en propre
- L'adhésion à une convention de participation proposée par leur Centre de gestion.

Aux termes de l'article 25-1 de l'ordonnance n°2021-175 du 17 février 2021 les centres de gestion ont, en effet, l'obligation de conclure une convention de participation pour le compte des collectivités et établissements de leur ressort qui le demandent.

Par conséquent, le Centre de gestion des Landes a décidé de lancer en 2024 une consultation afin de conclure une convention de participation dans le domaine de la prévoyance. Il propose aux collectivités intéressées de se joindre à cette procédure en lui donnant mandat par délibération.

L'article 3.2 de l'accord collectif national du 11 juillet 2023 prévoit la nécessité de négocier, préalablement au lancement de la procédure de marché public, un accord avec les organisations syndicales représentatives afin de définir les garanties du futur contrat et de désigner un comité paritaire de pilotage pour sa passation et son suivi. Le mandat donné pour lancer la consultation implique donc que soit également donné mandat au Centre de gestion pour mener cette négociation.

Afin de respecter l'échéance imposée par le décret et en fonction des mandats confiés par les collectivités, le Centre de gestion sera en mesure de proposer une convention de participation dans le domaine de la prévoyance à l'été 2024 pour un début d'exécution du marché au 1^{er} janvier 2025.

A l'issue de cette consultation les collectivités conserveront l'entière liberté de signer ou non la convention de participation qui leur sera proposée.

Les garanties et les taux de cotisation obtenus seront présentés aux collectivités ayant donné mandat qui seront amenées à la présenter à leur organe délibérant.

LE MAIRE PROPOSE À L'ASSEMBLÉE

Vu le code général de la fonction publique ;
Vu l'ordonnance n°2021-175 du 17 février 2021 ;
Vu le décret n° 2022-581 du 20 avril 2022 ;
Vu l'accord collectif national du 11 juillet 2023 ;
Vu l'avis du comité social territorial départemental du Centre de Gestion des Landes, en date du 13 Décembre 2023 ;

Vu l'exposé du Maire ;

Considérant l'intérêt de participer au marché mutualisé proposé par le Centre de gestion des Landes et afin de pouvoir prendre une décision avant fin 2024

DÉCISION

Le Conseil municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité,
DÉCIDE de se joindre à la convention de participation dans le domaine de la prévoyance que le Centre de gestion des Landes prévoit de conclure conformément à l'article 25-1 de l'ordonnance n°2021-175 du 17 février 2021 et de lui donner mandat :

- pour lancer la consultation nécessaire à sa conclusion
- ET
- pour négocier un accord avec les organisations syndicales représentatives,
 - de donner mandat au Maire pour déterminer avec le Centre de gestion les conditions de déroulement de la négociation et les modalités de conclusion de cet accord ainsi que pour approuver l'accord négocié conformément à l'article L224-3 du CGFP.

PREND ACTE que les tarifs et garanties lui seront soumis préalablement afin qu'il puisse prendre la décision de signer ou non la convention de participation souscrite par le Centre de gestion dont la prise d'effet sera fixée au 1^{er} janvier 2025.

Installation du repère de crue sur la commune (PAPI DAX) : convention **Délibération n° 2024-02-06**

Monsieur DALS Christian, adjoint au maire, informe l'assemblée que dans le programme d'actions de prévention des inondations (PAPI) de l'agglomération, il est prévu un certain nombre de mesures à mettre en œuvre, notamment la mise en place de mobilier en lien avec les risques inondations sur différentes communes.

Il présente à l'assemblée la convention pour l'installation d'un repère de crue à l'entrée des Barthes au lieu-dit Lesclottes.

Après avoir entendu les explications, le Conseil Municipal, à l'unanimité :

- Autorise l'installation d'un repère de crue à l'entrée des Barthes de Tercis-les-Bains,
- Autorise Monsieur le Maire à signer la convention.

Questions orales

Décisions du maire

N° décision	Nom de l'entreprise	Désignation des travaux	Montant TTC
2023-08-01	LAUMAILLÉ SASU	Remplacement du moteur de volée cloche 2	2 597.11
2023-08-02	LAUMAILLÉ SASU	Remplacement de la pointe paratonnerre radioactive	6 106.52
2023-09-01	LABEYRIE ÉRIC	Travaux d'électricité – rénovation salle des associations	6 400.72
2023-09-02	LASCARAY Marc	Mission paysagiste	1 660.00
2023-11-01	BCM	Travaux de plomberie et de carrelage – salle des associations et WC publics	3 737.80
2024-01-01	LAFOSSE Benoit	Suivi de la mise en place de la scénographie – valorisation des carrières	2 000.00
2024-01-02	Ass. LE PASSE MURAILLE	Prestation complémentaire marché « Rédaction des textes, conception des graphismes et de la signalétique d'un sentier... » - valorisation des carrières	3 000.00
2024-01-03	Sté ALIOS	Étude géotechnique de conception – valorisation des carrières	3 384.00
2024-02-01	Sté OMYA LA BOITE À GABION	Fabrication des bancs (socles) – valorisation des carrières	1 965.60
2024-02-02	SARL AGENCE URBAINE	Fabrication des bancs (assises) – valorisation des carrières	3 173.47
2024-02-03	Sté SEFTI	Travaux sanitaires – école maternelle	1 788.00

Taxi : demande création nouvel ADS

Monsieur le Maire informe l'assemblée de la demande madame Radureau, domiciliée à Tercis les Bains, pour une autorisation de stationnement gratuite de taxi. Après avoir pris des informations auprès de la Préfecture des Landes, la fixation du nombre d'ADS offertes dans la commune est à la libre appréciation de Monsieur le Maire. Monsieur le Maire émet un avis favorable.

CPIE : demande salle pour une exposition sur la préhistoire

En 2024, le CPIE a besoin d'une salle entre juin et octobre pour une exposition sur la préhistoire.

Ce sera l'occasion de parler d'archéologie et de la préhistoire sur Tercis :

- Visites grand public sur la Réserve de Tercis les Bains,
- Animations gratuites de l'exposition et des carrières sous le prisme de l'archéologie et de la préhistoire locale (pour les écoles)

Avis favorable du conseil municipal : salle à déterminer selon les disponibilités.

État d'avancement du centre de loisirs

Suite à la visite de monsieur Olivier Kayamare, conseiller d'éducation Populaire et de Jeunesse au SDJES40, il faut :

- Renouveler le PEDT,
- Élaborer un projet pédagogique.

Le dossier devra être présenté à la commission au SDJES40 en juin 2024 pour une ouverture du centre de loisirs à la rentrée scolaire, septembre 2024.

Date du prochain séminaire :

Réunion du conseil municipal le vendredi 22 mars à 18 h suivie du séminaire

Point Budget

Suite à la vérification des comptes de l'exercice 2023, les résultats en section de fonctionnement et d'investissement ne permettront pas de faire de gros investissements notamment à cause du remboursement de la dette.